



Dans ce numéro

JMFR 2014 à Torodi
P. 8



Campagne agricole 2014
P. 5



MOORIBEN **Infos**

Directrice de publication :
Aminta Hassimi
Larabou

Comité de rédaction :
Mahamadou Hassane Sanoussi
Nouhou Mahamadou
Idrissa Saidou
Lawali Abdoulaye
Issa Amadou

Contact :
244 Rue du Béli,
Quartier Plateau
BP: 553 Niamey - Niger
Tel: 00 (227) 20 72 40 79
Email: mooriben@yahoo.fr
Site Web: www.mooriben-niger.org

Tirage :
500 exemplaires

Impression :
Graphic services

Mieux s'investir pour la cause des producteurs ruraux

Par [La rédaction]

Le contexte mondial caractérisé par un regain d'intérêt de la communauté internationale en faveur de l'agriculture familiale, suite à la crise alimentaire de 2008, font que cette forme d'agriculture, enfin reconnue comme principale pourvoyeuse d'aliments à la planète Terre, a attiré alors toutes les attentions au point que l'année 2014, a été déclarée Année Internationale de l'Agriculture Familiale.

Au plan national, il convient de souligner d'une part que la période 2012-2014 a été marquée par le déficit céréalier de 2013 consécutif à d'importantes inondations et

l'arrêt précoce des pluies par en-droit et/ou le retard dans l'installation de la campagne. D'autre part, le Niger, membre de la communauté internationale, a également fait montre de son intérêt à l'agriculture famille à travers la tenue d'un forum national sur le sujet à Maradi en février 2013 et s'active pleinement à se doter d'une loi d'orientation agricole. Au plan interne de Mooriben deux événements méritent aussi d'être notés :

- Dans sa volonté manifeste de se faire plus visible sur le terrain et plus présente pour mieux se fondre à l'organisation administrative nationale. C'est ainsi qu'elle

a entamé un processus de réorganisation visant à se doter de représentations autonomes au niveau des chefs-lieux des deux régions de sa zone de couverture.

- Il faut aussi noter qu'au terme de son plan stratégique 2010-2013, Mooriben a élaboré dans une démarche inclusive un plan transitoire pour la période 2014-2015. Ce plan transitoire qui se caractérise essentiellement par la taille réduite des activités qui la constituent, doit laisser plus de temps à la réflexion stratégique pour l'élaboration du second plan stratégique pluriannuel. ■

L'agriculture pluviale

Renforcer les capacités des producteurs

Par [Aminta Hassimi Larabou (Chargée de Programmes Communication et Genre) et Issaka Garba (Chargé de Programmes sécurité alimentaire)]

Au Niger, la situation du monde rural se caractérise depuis presque une décennie par une crise dont la manifestation la plus visible est la baisse de la productivité des terres. Les aléas climatiques et la pauvreté des terres en sont les causes principales. En effet, les irrégularités climatiques sont intrinsèques à la nature semi aride du climat : deux années sur cinq sont déficitaires.

La lutte contre la désertification de façon générale et la dégradation des terres agricoles en particulier passe par des actions de défense et de restauration des sols. Le processus de

dégradation des terres est un facteur combiné des agents suivant l'eau, le vent, l'ensoleillement, la divagation des animaux ce qui engendre dans les parcelles des producteurs/trices des plages de

glacis. Les ouvrages permettent de piéger les éléments fertilisants, de réduire le ruissellement, favoriser l'infiltration de l'eau, et de récupérer les terres à des fins agro sylvo pastorales, afin d'accroître

la disponibilité en eau pour les plantes dans un souci de prévenir l'érosion des sols.

Pour s'y adapter les producteurs ont élaboré une diversité de techniques qui ont été relayées et améliorées par la recherche avec l'appui de partenaires techniques et financiers. Ces techniques reproductibles et maîtrisables par les populations rurales sahéliennes s'adaptent aux contextes agro écologiques et sociaux et restent accessibles à faibles revenus.

C'est dans ce contexte qu'intervient le projet AU-SAID démarré en Février 2013 et s'inscrit dans le cadre du renforcement de capacités des producteurs sur la pratique de l'agriculture pluviale et concerne quatre pays de la sous région à savoir : le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal, et le Niger. Un projet d'une durée de vingt quatre mois et dont l'objectif est de faciliter

Producteurs	Kile Idé	Mo Samani	Boubacar Djibo	Amadou Moua	Etienne Narou	Tomboucar Adamou	Séni Samama	Haridou Adamou	Idé Moua
Date de semis	20/05/14	20/05/14	20/05/14	20/05/14	25/29/05/14	20/22/05/14	20/05/14	20/05/14	22/07/14
Date 1 ^{er} sondage	18/09/05	18/09/05	18/09/05	18/09/05	14/22/06	19/21/06	18/22/06	20/22/07	17/21/07
Date 2 ^{ème} sondage	23/08	20/08	20/08	27/08	20/08	27/08	27/08	30/08	30/08
Récolte DL	060	104	137	183	434	251	209	175	45
Diamètre des DL	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Entourément, entre les DL, sur la ligne	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Entourément des DL entre les lignes	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Récolte 2 ^{de}	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Type de Variété	HRP	HRP	HRP	HRP	HRP	HRP	HRP	HRP	HRP
Superficie Parcelle (ha)	1,9	0,36	0,4	0,5	1,5	0,5	0,59	0,55	0,15
Récolte DL, en 2 ^{de} / ha	313	313	313	313	313	313	313	313	313
Récolte moyen de poqsas / ha/moyen	12	9	9	10	11	11	11	5	11
Parcelle entourée ou collée	ind	ind	ind	ind	ind	ind	ind	ind	ind
Type de matériel utilisé	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba
Type engrais utilisé et période	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost
Quantité engrais utilisé	50kgNPK 12,5kgUrée 25 sacs	20kgNPK 7,5kgUrée 17 sacs	20kgNPK 7,5kgUrée 12 sacs	50kgNPK 10kgUrée 18 sacs	20kgNPK 14kgUrée 27 sacs	20kgNPK 14kgUrée 27 sacs	20kgNPK 7,5kgUrée 12 sacs	20kgNPK 7,5kgUrée 17 sacs	50kgNPK 12,5kgUrée 25 sacs
Dépense moyen d'entretien	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée
Pluviométrie moyenne du site	Mai : 72mm, Juin : 55mm, Juillet : 205mm, Août : 124mm, Septembre : 47mm Total 2013 594mm Total 2014 441mm								

Activités

la diffusion et l'adoption des technologies d'amélioration et de rétention d'eau.

Un projet financé par la Coopération Australienne, conjointement avec Africare et l'INRAN, piloté par la Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger (FUGPN/MOORIBEN), et exécuté dans deux communes de la région de Tillabéry à savoir Korya Haussa et Karabédji.

A ce titre, plusieurs activités ont été réalisées dont entre autre : la conduite de 2 sites de démonstration avec 24 producteurs pilotes (Korya Hausa et Karabédji), la formation de 75 agents (Etat, OP) sur les techniques de CES/DRS, Lutte alternative, techniques de compostage et Agroforesterie et la formation pratique de 35 producteurs sur plusieurs thématiques dont entre autres la densité de semis dans les ouvrages, la micro dose, la confection et entretien des Zays et demi lunes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, des missions régulières de suivies sont entreprises afin de mieux renseigner le partenaire technique INRAN dans la conduite des activités. Ainsi du 17

Producteurs	Chaïbou Niandou	Hassane Seyni	Djibo Hamidou	Moussa Nouakala	Alzouma Yahireu	Hassane Ali (haupé)	Yacouba Seyni	Halidou Mamadou dehaoué
Date de semis	27.07.14	07.07.14	18.07.14	19.07.14	19.07.14	19.07.14	07.07.14	
Date 1 ^{ère} sarclage	04/08	10/20/08	16/20/08	16/20/08	16/20/08	16/20/08	21/07	
Date 2 ^{ème} sarclage	27.08	20/08	30.08	27.08	27.08	27.08	30.08	
Nbre de DL	368	232	147	225	225	225	-	
Diamètre des DL	4	4	4	4	4	4	-	
Ecartement entre les DL sur la ligne	1	1	1	1	1	1	-	
Ecartement des DL entre les lignes	4	4	4	4	4	4	-	
Nbre de Zay	182	-	-	-	-	-	400	
Type de Variété	ME MotaM	MotaM	ME	NogaKaradi	Noga NaraDi	Mota MotaDi		
Superficie Parcelle Ha.	0,447 0,0151	0,2650	0,2267	0,2811	0,2811	0,2811	0,1231	
Nbre DL en Zay / Ha	313 10 200	313 10 000	313 10 000	313 10 000	313 10 000	313 10 000	313 10 000	
Nbre moyen de plants / Ouvrage	Sarclage 2D ME 12	12	12	13	13	13	1	
Parcelle individuelle ou collective	ind	ind	ind	collect	collect	collect	ind	
Type de matériel utilisé	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	Pelles, pioches, daba	
Type engrais utilisé et période	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.compost	1.NPK 2.Urée 3.COMPOST	1.NPK 2.Urée 3.COMPOST	1.NPK 2.Urée 3.compost	
Quantité engrais utilisé	50kgNPK 20kgUrée 30 sacs	50kgNPK 25kgUrée 40 sacs	50kgNPK 12kgUrée 12 sacs	50kgNPK 25kgUrée 30 sacs	50kg NPK 25kg Urée 30 sacs	50kg NPK 25kg Urée 30 sacs		
Engrais mode d'utilisation	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis +NPK Urée	Compost Semis + NPK Urée	Compost Semis + NPK URÉE	Compost Semis +NPK Urée	

Union de Kourthèye : commune de Korya haoussa

au 18 Septembre 2014, la mission a consisté à faire le tour des parcelles des apprenants, en visite guidée à Karabédji et Korya Hausa. Cette phase pilote se déroule normalement en dépit de quelques difficultés rencontrées mais qui n'entachent en rien les résultats du projet. A Karabédeji les contraintes sont liées aux maladies et ennemis de cultures, tels que la lèpre du mil « Bâaga », le mildiou et les insectes « HampaHampa ». Le

manque de bœufs pour les charrettes bovines fournies est aussi un handicap.

En ce qui concerne l'exécution des activités à Korya Hausa, les difficultés sont principalement liées à la sécheresse mais, aussi l'implication des nouveaux arrivants car dix (10) des apprenants de 2013 ont abandonné. Le matériel fourni est gardé par ces derniers ce qui retarde considérablement les ac-

tivités des nouveaux; la non effectivité de la mise en place du comité de gestion est un handicap majeur. Le taux élevé d'analphabètes limite la transmission des données des apprenants, l'animateur est le référent. ■

Changement climatique

Une préoccupation de l'heure

Par [Lawali Abdoulaye Hassane] Assistant au Chargé de programme DRR

Mooriben, dans son combat de réduire au maximum l'incidence climatique dans sa zone d'intervention en particulier et au Niger en général et au regard de la récurrence des crises alimentaires au Sahel combinées aux perturbations des cycles des saisons, accompagne depuis Mai 2013, 12 communes réparties dans les régions de Dosso et Tillabéri avec l'appui financier d'OXFAM (Financement de la Banque Mondiale et la Coopération Suisse).

La stratégie d'intervention consistait à privilégier le niveau communautaire qui est non seulement le point de départ mais aussi le pôle indispensable pour la collecte des données de base. Ainsi, il a été nécessaire de mener dans un premier temps des séances d'exercices d'approche participative de capacités et de vulnérabilités dans un contexte de changement climatique au sein des villages centres des SCAP/RU. Ces exercices ont principalement touché les membres de ces structures et les leaders d'opinion des différents villages de l'aire SCAP/RU qui ont abattu un travail exemplaire pour faire non seulement l'historique des aléas de leurs zones mais aussi et surtout déterminer toutes les capacités dont ils disposent pour combattre ces aléas. Ceci pour aboutir à des plans d'actions communautaires qui seront centralisés en plan d'action communal.

Le diagnostic participatif élaboré lors de l'élaboration des Plans d'Actions communautaires dans tous les villages et hameaux des communes d'intervention de Mooriben a fait ressortir que les populations rurales sont confrontées à des nombreuses contraintes dont les principales sont liées à la baisse des productions agro-sylvo-pastorales et la dégradation de l'environnement, dues aux effets néfastes du changement climatique.

Convaincu que les conditions sociales et économiques des populations de ces zones ne sauraient être améliorées qu'en bâtissant un plan d'adaptation à ces changements climatiques, Mooriben poursuit ses activités de planification au niveau des quatre communes GFDRR (Say, Kourthey, Sinder et Falmey) par l'élaboration participative des Plans d'Actions Communaux afin de proposer des mesures de riposte préventives et de responsabiliser davantage ces communes quant à

l'amélioration des conditions de vies des populations rurales.

C'est aussi une opportunité pour les collectivités de disposer d'un outil de programmation et une base de données fiables afin d'enrichir les tous nouveaux PDC en cours d'élaboration/ modification dans la totalité des communes GFDRR.

A titre illustratif, la commune de Say a relevé l'insuffisance de la maîtrise de la notion du changement climatique par sa population et a proposé comme thème de microprojet « Caravane de sensibilisation des populations sur l'adaptation au changement climatique »

A Falmey, les conclusions de l'atelier ont porté sur la nécessité de reconstituer les ressources forestières de la commune qui selon eux est menacée par l'avancée du désert. En conséquence, il a été retenu « production des plants » comme microprojet.

Pour les deux autres Communes à savoir Kourthey et Sinder le processus est en cours. Globalement les communautés bénéficiaires du programme de Réduction des risques de Catastrophes ont reconnu l'utilité de l'alerte précoce, et adhèrent ainsi, à la stratégie adoptée par Mooriben et ses partenaires. Si l'on sait que dans toutes les communes GFDRR le processus de modification des PDC pour prendre en compte la dimension changement climatique est déjà déclenché avec un taux de progression qui va de 20 à 60%, l'implication des celles-ci pour l'atteinte des résultats du projet n'est plus à démontrer et l'espoir que le changement climatique ne soit plus considéré comme une fatalité par les communautés de ces localités, mais plutôt un facteur de vulnérabilité, se dessine. ■

Activités

Campagne agricole 2014 Plutôt tumultueuse

Par [Aminta Hassimi Larabou] Chargée de Programmes Communication et Genre

Les paysans de notre pays ont renoué petit à petit avec les activités champêtres avec l'installation progressive de la campagne agricole 2014. Selon le Bulletin Décadaire de la Direction des Statistiques du Ministère de l'Agriculture, à la 1ère décennie du mois de juin 2014, sur les 12.200 villages agricoles que compte le Niger, 4895 ont effectué leurs semis, soit 40%. A la même période en 2013, seulement 20% des villages agricoles ont semé. Néanmoins, des périodes de sécheresse plus ou moins longues ont été observées au cours de cette décennie dans plusieurs localités des régions de Diffa, Dosso, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Zinder.

La situation pluviométrique à la première décennie de juin a été marquée par des pluies de faible intensité à modéré qui ont concerné l'ensemble des régions du pays. En effet, le cumul décadaire le plus important est de 87,7 mm en 3 jours enregistré à Tibiri dans la région de Dosso et le minimum de la décennie est de 1,5 mm à Taboye. Le cumul pluviométrique saisonnier le plus important est de 227,3 mm enregistrés en 10 jours à Dioundiou (région de Dosso). Comparés à l'année 2013 et à la même période, 60% des postes pluviométriques suivis sont excédentaires.

Concernant la situation phénologique, la même source précise que les stades de développement des cultures de mil varient de la levée au tallage observé dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry. Le stade dominant est la levée. Cependant, un début de montaison est observé sur le mil dans le département de Gaya. Le sorgho est au stade de levée. Quant à la situation phytosanitaire, elle est globalement calme en dehors des attaques de sautauriaux sur 300 ha de mil au stade de levée à Wainaram dans la région de Zinder. Toutefois, des phénomènes exceptionnels sont observés.

Ainsi, des périodes de sécheresse de plus de 10 jours ont été constatées au cours de la première décennie de juin ayant entraîné le flétrissement des pertes de semis enregistrées dans beaucoup de localités des régions de Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. A cela s'ajoute des vents de sable observés au cours de la décennie.

Pendant ce temps, on remarque que les prix des céréales sur les marchés sont en baisse comparativement à l'année précédente. Les marchés sont régulièrement approvisionnés et l'opération de vente des céréales à prix modéré se poursuit dans les différentes localités du pays. Le bulletin décadaire du mois de juin 2014 a donné des détails par rapport au nombre de villages, par région, ayant semé à la 1ère décennie de juin. Dans la région d'Agadez, aucun des 254 villages agricoles n'a semé. Cette situation s'explique du fait que la région se trouve dans la bande désertique du pays où les pluies sont rares. Par contre, la Direction des Statistiques du Ministère de l'Agriculture a relevé que 42 villages ont semé sur 606 à Diffa ; 1348 villages sur 1722 à Dosso ; 842 villages sur 2604 à Maradi ; 1015 villages sur 1603 à Tahoua ; 992 villages sur 1999 à Tillabéri ; 622 villages



Photo : MOORIBEN

sur 3378 villages à Zinder ; et 34 villages sur 34 à Niamey. Donc, à la première décennie de juin 2014, sur un total de 12.200 villages agricoles, 4895 ont pu effectuer les semis, soit un taux de 40%.

Les pluies ont été intenses et importantes au cours de la décennie, provoquant quelquefois des inondations. A cet effet on a enregistré dans la commune rurale de Dantchandou, département de Kollo des pluies torrentielles totalisant une hauteur de 212 mm en quelques heures. Ces pluies ont provoqué des inondations occasionnant des pertes en vies humaines (3 morts), et des pertes de bétail dont 33 caprins, 5

ovins et 25 pintades et plus de 200 maisons effondrées. Aussi, la régularité des pluies a été également observée sur la majeure partie de la zone pastorale et les pluies ont été abondantes et significatives aussi bien en zone agricole qu'en zone pastorale au niveau de la presque totalité des régions. Les hauteurs de pluie dans la plupart des cas varient de 25 à 50 mm. En comparant le cumul du 1er Mai au 31 Juillet au cumul du 1er mai au 10 août 2014, on observe une nette amélioration de la pluviométrie, qui d'ailleurs a été confirmée au sein des rapports décennaires des huit régions du pays. ■

Voyage d'échanges à l'union MADDA BAN

Par [Mahamadou Hassane Sanoussi] Secrétaire exécutif

Dans le but d'insuffler une nouvelle dynamique aux unions membres du réseau Mooriben, le Secrétariat Exécutif a initié un voyage d'échanges à l'Union Madabane de Falwel. C'est ainsi que d'une part, le redéploiement des compétences techniques des unions qui, il faut le rappeler est une grande première, du moins sur cette forme, a été envisagé à travers ce voyage dans l'union la plus performante (Falwel) au profit de l'ensemble des animateurs afin de permettre aux uns et aux autres dont les unions sont en train d'éprouver des difficultés d'adaptation par rapport aux nouvelles options prises au sein du réseau et d'autre part les avancées constatées par les participants ont été saisies pour le lancement d'un diagnostic de toutes les banques céréalières et boutiques d'intrants.

Cette rencontre a eu lieu du 05 au 08 novembre 2015 et a été un cadre d'échanges et de partage de connaissance entre animateurs d'une part et d'autre part entre animateurs hôtes et membres du conseil d'administration qui fait un travail de coaching remarquable. En effet, l'expérience a toujours montré que l'échange entre acteurs de même statut a un impact certain sur le changement de comportement recherché des uns et des autres.

Cette rencontre vise un certain nombre d'objectifs dont entre autres

- Découvrir et comprendre la stratégie adaptée par l'union de Falwel qui la conduit à un tel degré de performance tant du côté des animateurs que par le conseil d'administration
- Voir ensemble les possibilités de réplique de cette stratégie
- Réfléchir sur la nécessité de mettre en place un dispositif d'échange et d'entraide entre animateurs à distance.

Les banques céréalières (BC) étant une activité très importante pour les membres et au regard de leur réorientation future vers les greniers de sécurité alimentaire à l'image de certaines organisations paysannes (OPS) du Burkina appuyées par

SOS Faim Luxembourg, Mooriben envisage de faire un diagnostic exhaustif de ces BC en s'appuyant sur les animateurs des unions.

La rencontre d'échange a été organisée sous forme d'exposés qui ont été animés par les animateurs de l'union de Falwel chacun dans son domaine de compétence. Et les cadres de Mooriben ont joué le rôle de facilitateur. Ensuite le chargé de questions humanitaires et le Secrétaire Exécutif ont fait un exposé sur la nécessité de réaliser un diagnostic sur l'ensemble des BC et BI et sur la manière dont il sera réalisé afin de disposer d'un outil fiable pour la réorganisation des BC en greniers de sécurité alimentaire à l'image de ceux du Burkina.

Afin de capitaliser davantage les débats qui sont issus de cette rencontre, une couverture médiatique audio a été réalisée par la radio communautaire de Falwel et une émission sera réalisée dans le but de remettre une copie à chaque participant en plus du rapport pour servir d'aide-mémoire afin de faciliter la campagne de sensibilisation dans leurs unions respectives.■

3^{ème} Edition du SINAGRO Vers l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire

Sous le haut patronage de S.E.M Brigi Raffini, Premier Ministre et Chef du Gouvernement, et le parrainage de Docteur Issoufou Malika Première Dame, la 3^{ème} Edition du Salon International de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (SINAGRO) s'est déroulée à l'Académie des Arts de Niamey, du 15 au 20 Décembre 2014. Placé sous le thème 'Sécurité alimentaire et Développement agricole durable en Afrique, défis actuels, opportunités et perspectives', cette 3^{ème} édition du SINAGRO a abrité aussi le Congrès Africain des Etudiants en Agronomie et Sciences Connexes.

La fusion des deux activités s'inscrit dans une approche innovante de l'apprentissage, l'appropriation et la prise en compte de l'approche entrepreneuriale dans la gestion des exploitations agricoles familiales, mais aussi pour la vulgarisation des techniques de transformations agroalimentaires.

Le Sinagro 2014 a été un véritable pôle de rencontre, cadre d'échanges et de partage d'expériences, entre les organisations paysannes, les agents et distributeurs, les investisseurs agrobusiness et entrepreneurs, les gestionnaires d'exploitations agricoles et des fermes, les autorités gouvernementales, les technologues

en horticulture, les importateurs, les exportateurs et commerçants. Il a été également une opportunité pour les producteurs, éleveurs et acteurs de développement pour faire valoir la richesse des potentialités agricoles et pastorales des pays participants. Au cours de ce salon, plusieurs panels ont été faits portant sur l'élevage, la culture et les filières végétales, la gastronomie, les institutions, ainsi que des conférences thématiques sur les défis et les perspectives sur la sécurité et les enjeux commerciaux ainsi que la mise en œuvre de l'initiative "3N" (les Nigériens Nourrissent les Nigériens).

Pour accroître la visibilité et promouvoir les produits et services, les femmes transformatrices des unions dynamiques de Mooriben ont été sollicitées pour apporter leur appui à la réussite de cet événement, à travers des expositions ventes de produits agricoles.

La tenue de cette rencontre a été aussi un moyen pour identifier et accompagner les femmes en matière de productions agricoles et en entrepreneuriat agricole.■

Aminta Hassimi Larabou

Activités

Promouvoir et valoriser l'entrepreneuriat féminin

Par [Issaka Garba] Chargé de programme sécurité alimentaire

La mise en œuvre du programme pilote d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole financé par Agri-Pro focus (APF) à travers Oxfam Novib, Mooriben de concert avec les OP membres du Consortium des Organisations Paysannes (COP) a acquis une grande expérience notamment dans l'aménagement des terres et la production des semences améliorées de mil et de niébé dans ses unions membres.

Outre la spécialisation dans ses domaines, Mooriben dispose d'un certain nombre d'atouts dans sa zone d'intervention en matière de développement des filières agricoles notamment le sésame et l'arachide. Les multiples appuis en renforcement des capacités, en intrants et équipements agricoles ont permis d'accroître de manière significative la production dans les unions bénéficiaires de cet appui.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole phase 2, Mooriben a fait le choix de concentrer ses efforts dans le développement du pôle arachide

particulièrement la production et la commercialisation de l'huile d'arachide.

Pour concourir à la souveraineté alimentaire et à l'augmentation des revenus des populations rurales bénéficiaires à travers la promotion de l'entrepreneuriat agricole il a été prévu d'abord l'identification et la formation des entrepreneurs agricoles bénéficiaires membres des groupements féminins qui a concerné au total 75 femmes. Ensuite il y eut la mise en place des comités de collecte et stockage d'arachide, au cours desquelles, une situation de référence a été dressée et une connaissance approfondie des besoins en équipements réalisée. Puis 30 femmes, ont bénéficié

de sessions de renforcement des capacités sur les techniques nouvelles de transformation et de maintenance des équipements. A la suite de tout cela qu'intervint, la mise à disposition à trois groupements des matériels et équipements selon les besoins exprimés.

Ces différentes étapes ont permis d'accompagner les femmes entrepreneurs dans la commercialisation et la promotion des semences et de l'arachide et ses sous-produits dans les unions membres de Mooriben à savoir Falwel, Karakara, Barokoira et Moussadey.■

Partenariat,

Relier les agriculteurs avec les marchés en Afrique

La formation Internationale organisée par l'IFDC, édition 2014, a vu la participation de soixante-quinze personnes, provenant de 10 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est et Centrale. Les participants étaient de diversité professionnelle avec des opportunités de réseautage immenses dont 48 % d'Organisations d'Appui, 25% d'Organisations Paysannes, 21% représentant les autorités Gouvernementales et 6% le secteur privé. La formation s'est déroulée à Bamako du 07 au 11 Juillet 2014 sur le thème "Comment Relier les Agriculteurs aux Marchés en Afrique".

L'objectif de cette formation internationale était d'outiller les différents acteurs de la chaîne des valeurs vers la démarche multi acteurs dans le développement des pôles d'entreprises agricoles (PEA).

Sept sessions de formation étaient au cœur du programme des cinq jours de formation, et chacune de ces sessions ont permis de partager les expériences et leçons tirées dans la gestion des boutiques d'intrants agricoles, l'implication des différents acteurs, les prévisions de l'offre et de la demande et les défis rencontrés notamment le ren-

forcement des capacités des acteurs et l'accès des petits exploitants agricoles aux intrants agricoles.

Les formations théoriques ont été suivies d'une visite terrain afin d'outiller les participants sur le fonctionnement des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA) au sein d'une chaîne de valeur (banane) choisie dans la commune de Safo à environ 25 Kms de la capitale. Elle a permis aux participants de mieux appréhender l'organisation de la coopérative, le problème de commercialisation auquel elle se trouve confrontée, mais qui n'entache en rien la qualité des activités.

Après cinq jours de travaux intenses, l'atelier de formation internationale se termina avec la présentation des études de cas et le discours de clôture officiel donné par Monsieur Sékou Ba, ancien Ministre de l'Urbanisme, Ressources Animales actuellement Représentant Banque Islamique de Développement (BID) au Burkina Faso. L'équipe gagnante au concours fut proclamée et la synthèse des travaux fut lue par le facilitateur Thymothée Karéra, ainsi que la remise des certificats.■

Aminta Hassimi Larabou

Journée mondiale de la femme rurale Edition 2014

Par [Aminta Hassimi Larabou] Chargée de Programmes Communication et Genre

Placée sous le thème « Autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim », la deuxième édition de la journée Mondiale de la Femme Rurale a été célébrée cette année, sous le haut patronage de Mme la Ministre de la Population, de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant, Dr Maikibi Kadidja Dan Dobi, dans la commune rurale de Torodi le 18 Octobre 2014.

Organisée par la Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger (FUGPN/Mooriben), membre de la Campagne Cultivons et lead de la thématique « résilience des petits producteurs et productrices », cette journée avait pour objectif de renforcer les capacités des femmes par l'échange inter groupements et la promotion de leurs initiatives privées en vue de réduire la pauvreté féminine en milieu rural. La Campagne CULTIVONS est une campagne publique portée par Oxfam et ses partenaires, dont le lancement est intervenu au Niger le 15 Mars 2013, à la date anniversaire de la Journée mondiale des droits des consommateurs. Elle a comme vision de faire du droit à l'alimentation une réalité au Niger où toutes les Nigériennes et tous les Nigériens ont accès à une alimentation suffisante et de qualité et de faire en sorte que l'Agriculture devienne un secteur attractif qui permet aux productrices/producteurs de vivre dignement de leur profession

dans un environnement favorable.

Etaient présents à cette journée, le Ministre de l'élevage, la Ministre du Tourisme et de l'artisanat, la Ministre de l'éducation nationale de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, la Ministre des Enseignements Secondaires et la Ministre déléguée à la Coopération ; de même que les Maires de Torodi et Makalondi, le Préfet de Torodi, le S/G du Gouvernorat de Tillabéry, les cadres centraux, les partenaires techniques et financiers, les cadres de OXFAM, les membres de la Campagne Cultivons sans oublier la population de Torodi. Il y eut également la participation des groupements féminins des organisations membres de la Campagne Cultivons à savoir : MOORIBEN, FCMN NIYA, AREN, AFRIQUE VERTE, PEAMURU, BANITURI qui ont représenté les régions de Tillabéry, Dosso, Tahoua, Maradi, Zinder et Niamey.

Photo : MOORIBEN



Discours de lancement de la deuxième édition de la journée Mondiale de la Femme Rurale

Activités

Photo : MOORIBEN



Une exposition de la poterie de Boubon

Après la présentation du programme ce fut au Maire de la Commune Rurale de Torodi de souhaiter la chaleureuse bienvenue aux augustes invités en soulignant ses vifs remerciements pour le choix fait à sa commune pour abriter ladite célébration quand on sait que les femmes rurales souffrent de la pénibilité des tâches.

Le représentant du Gouverneur de la région de Tillabéry dans son intervention a salué cette initiative de la Campagne Cultivons en rappelant que le Niger est confronté à une crise alimentaire et nutritionnelle structurelle qui affecte chaque année des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants. Malheureusement, les plus susceptibles d'être touchés sont les femmes, les petits éleveurs, les ménages pauvres ayant un accès limité aux moyens de production et les ménages dépendant habituellement de l'émigration saisonnière, sans oublier les communautés vivant dans les zones affectées par l'insécurité. Pour égayer les invités, la troupe locale présenta un sketch de sensibilisation illustrant la femme rurale voulant cultiver son jardin mais ne possédant pas d'eau, puisque les puits sont asséchés. Une présentation qui a ému l'assistance qui les applaudit chaleureusement.

Ce fut ensuite à la Présidente de l'Union Potal de Torodi affiliée à la Fédération Mooriben, Mme Boubacar Hadiza Kindo, de prendre la parole pour lancer un cri de cœur strident en mettant l'accent sur la volonté criarde des femmes rurales à vouloir être autonomes économiquement malgré le joug de la pauvreté qui pèse sur elles. Elle ne termina pas ses propos sans remercier la Campagne Cultivons et les partenaires techniques et financiers pour leurs efforts sans cesse consentis en matière de résilience des femmes rurales, et exhorta alors les autorités à prendre des mesures idoines à l'endroit des femmes

rurales afin que ces dernières sortent de la pauvreté dans laquelle elles se trouvent. Le Discours de lancement de la journée fut prononcé par la Ministre de la Population, de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant qui réaffirma son attachement profond envers les femmes en général et rurales en particuliers et souligna que son département ministériel est à pied d'œuvre pour promouvoir les droits des femmes à travers des actions multiples et multiformes.

Après le discours de lancement, il y eut la visite guidée des stands des produits locaux faits sur ingéniosité des femmes rurales, membres de plusieurs groupements féminins, venues des six régions du Niger.

La dernière activité de la journée était le panel de discussion qui a regroupé les décideurs, les partenaires et les femmes rurales à échanger autour du thème « autonomisation des femmes rurales dans l'atteinte de la sécurité alimentaire ». Un face à face qui a permis aux femmes rurales d'exposer clairement les difficultés auxquelles elles se trouvent confrontées et les réalisations qu'elles ont eu à mettre en œuvre pour garantir efficacement leur souveraineté alimentaire. Les décideurs pour leur part ont présenté les actions et programmes mis en œuvre pour pallier les difficultés que rencontrent les femmes rurales.

La célébration de cette journée est un grand pas dans le travail d'accompagnement et d'identification des ONGs et Associations, PTFs, et des autorités pour une promotion efficace des droits des femmes en général et des femmes rurales en particuliers et aussi l'analyse des conditions objectives de ces dernières. C'est pourquoi la journée a été un cadre actif, ouvert et participatif tendant vers des opportunités de collaboration, d'apprentissage et de réseautage. ■

La riziculture, au bord du fleuve

Par [Issa Amadou] animateur de l'Union Albarka de Sawani

L'Union des Groupements Paysans Albarka de Sawani se trouve dans la Région et le Département de Tillabéri, de la commune rurale de Sinder et plus précisément à Sawani le chef lieu de la commune ou se trouve son siège de centralisation soit à 18 km nord-ouest de la ville de Tillabéri. L'Union compte aujourd'hui 20 groupements membres agréés et est composée de 1003 membres physiques dont 548 femmes dans 13 villages administratifs.

L'union Albarka s'est fixée comme objectif global l'amélioration des conditions de vies des membres du point de vue économique, social et éducatif. Sa vision se traduit par sa dénomination « Albarka » qui signifie, en langue locale zarma-sonraï, « résultat positif ou bon rendement ». Un slogan, utilisé par les membres fondateurs

pour exprimer leur volonté de lutter contre la misère, l'ignorance et l'analphabétisme qui caractérisent le monde rural. Dans le cadre de sa stratégie, Albarka mène des activités très diversifiées afin d'améliorer le système de production de ses membres entre autre : la sécurité alimentaire, le renforcement des capacités et compétences, la protection / préservation

de l'environnement, le développement des capacités d'auto financement et des actions de solidarité ou humanitaires.

Compte tenu de l'insularité des villages d'intervention et de la profession d'agriculture des membres, l'union a beaucoup développé le domaine de la production agricole en général et de la rizi-

culture en particulier.

La zone d'intervention de l'union de Sawani (Sinder) présente un potentiel agricole énorme en production de riz. L'existence du fleuve Niger, des terres propices à la culture de riz et la maîtrise culturelle du riz, sont autant d'avantages qui prouvent que Sinder est reconnu comme la capitale du riz de Tillabéri. Avant les années 1980, la production rizicole avait un rendement moyen de (1500 KG à l'HA) et se faisait au niveau des rizières du fleuve Niger et avec l'arrivée des cultures sur les aménagements hydro agricoles, mises en place par l'état, de nouvelles semences sont parvenues et de nouvelles techniques culturales sont introduites pour donner un accroissement des superficies et des rendements qui aujourd'hui peut atteindre 8 à 10000 mille kgs à l'HA.

A Sawani, il existe trois types de culture de riz qui sont pratiquées dont : la culture de riz fluviale ou du riz flottant / pluviale, pratiquée depuis leurs ancêtres, celle du riz irriguée en zone inondable ou non inondable hors aménagement et la culture des parcelles dans les aménagements hydro agricole.

La production en générale est encouragée par l'union à travers trois activités dont : l'encadrement, l'appui à l'approvisionnement en matériel (motopompes) et ou

Situation des variétés de Riz au bord du Niger et précisément dans la zone de Sinder / Tillabéry.

Variétés de riz	Lieux de culture	Observations sur le choix
Hara massay (mo biyo)	Tout lieu mais soit bas-fond, rizière et endroit plat	Elle est cultivée en tout lieu et avec un rendement de 30 à 40 sacs à l'HA
Mala	Surtout dans le bas-fonds	Culture de premier rang avec précocité consommé en têt ou en boule
Dumhahaira		
Hainiya		
Barakanay *Béro *Tcharica (avec des els) *Koumba		Pour les endroits très profonds et pour faire face aux oiseaux granivores
Dabari		Cultivé là où le courant d'eau est fort ou bien là où les mauvaises herbes sont favorables il est utilisée sous forme d'avalisseur
Zayfata komba		Feuille ferme les grains contre ravageurs
Goro ka batou		Avec cycle long mais à bon rendement si elle est protégé contre animaux
Do bio		En ti lieu et associé avec le sorgho
Bani bara		Culture très facile et moins coûteuse
Suzitan		Cycle de 5 à 6 mois
Mo kori (koria)	Dans les rizières	Tardif et en culture associé sur les endroit plat
Diuro		Avec rendement meilleur selon la bonne technique culturale
Bambara		
Dégol (Sankandé ou 52)		Gout très délicieux et rendement de +40 sacs à l'HA, difficulté de mouture
Dégol (252)		Avec gout et qualité super,
Sawnnizé		

NB : Il faut rappeler que toutes ces variétés ont été produites dans la zone et compte tenu du manque d'organisation du monde rural et la non présence de structures de production et de multiplication des semences il a été difficile de les conserver au quotidien et même d'avoir sur place ces variétés. Du coup certaines existent, alors que d'autres ont carrément disparu et ne peuvent être retrouvées qu'au Mali.

Activités

en intrants agricoles (semences et engrais), et le financent en crédit des activités de production. La culture de riz flottant est beaucoup abandonnée en raison de la cherté des intrants (de 8000 le sac en 1986 à 16 000 à en 2013) et de la main d'œuvre salariale (de 500 F en 1986 à 1500 F en 2013). Elle se pratique en saison des pluies: les labours et semis interviennent après une forte pluie (18 à 40 mm) entre juin et juillet, l'arrosage se fait par les eaux de pluies, du semis à la montaison, jusqu'à la crue du fleuve. Ainsi la suite de la culture se fait dans de l'eau après arrosage ou inondation de la crue. Il y a deux désherbages dont un en fin de pluies ou en début de la crue et le second au moment de la montaison ou en début d'épiaison pour éliminer les mauvaises herbes.

Le riz irrigué pour sa part se cultive en deux campagnes

dont une en saison des pluies et l'autre en saison sèche. Elle se pratique dans les aménagements hydro agricoles et dans les parcelles irriguées privées dénommées « Danbonsé ». La technique culturale du riz irrigué se subdivise en trois parties dont la préparation ; la culture et la récolte. A la phase de préparation le paysan devra disposer de son champ d'exploitation et de la semence qu'il envisage cultiver avant de faire sa pépinière. Les sous activités qu'il entreprendra seront l'entretien du champ et de la pépinière, l'arrosage, le labour, la semis et la protection de la pépinière soit par une clôture ou par gardiennage.

La pépinière de riz peut durer 20 à 30 jours avant d'être repiqué au stade de trois à quatre feuilles pour les variétés précoces et un mois pour les non précoces. La phase de culture requiert l'entretien et la confection

des digues, l'arrosage, le concassage, l'aplanissement des parcelles, le repiquage, l'application d'engrais, le désherbage et le suivi permanent.

La récolte quant à elle s'annoncera deux semaines après l'épiaison et se réalise par la moisson, le rassemblement, le battage, le vannage, l'emballage et le transporter pour le foyer.

La riziculture est le moyen de survie et devient de nos jours une source de revenus pour les producteurs en contribuant au développement de l'économie nationale et des ménages des membres. Néanmoins il convient de signaler quelques problèmes majeurs que rencontrent les paysans dans la production dont entre autres les attaques parasitaires, le pillage des hippopotames et des oiseaux granivores ainsi que les inondations liées aux aléas climatiques. Quelques moyens de prévention un peu rus-

tiques sont parfois utilisés par les paysans pour faire face aux ennemis de cultures et ravageurs. Ce sont :

- Au niveau local le gardiennage, l'utilisation d'épouvantails, et la chasse à travers des outils locaux (vieilles boîtes et petits caillou, les pétards, les bruitages, etc.).
- Au niveau intermédiaire ou extérieur la pulvérisation des nids et l'intervention des avions d'épandage qui devient rare.

Pour remédier à tous ces problèmes pour valoriser davantage la production, de nouvelles initiatives sont développées au sein de l'Union afin d'améliorer la production rizicole : telles que l'appui à la riziculture pluviale, la rizipisciculture, la multiplication de semences des riz, et le plaidoyer auprès de l'état pour la valorisation et la commercialisation du riz local. ■

Plaidoyer en faveur de la Loi d'Orientation et de Programmation Agricole

Du 19 au 20 Aout 2014, s'est tenu à Niamey à l'Académie des Arts, l'atelier de formation des leaders des OPA membres du G9 sur la loi d'orientation et de programmation agricole qui a regroupé les membres du G9 (AREN, CAPAN, CASPANI, CONACOOP, FUCOPRI, FCMN, MOORIBEN, PLATE-FORME, RECA), les membres de l'Axe 1 de la Campagne Cultivons, AEC, CoOPÉquité et l'Association des Producteurs Privés des Semences (APPS). L'objectif principal de cet atelier de formation était de renforcer les capacités des responsables des organisations paysannes membres du cadre de dialogue et de collaboration et membres de la campagne CULTIVONS en matière de compréhension du processus d'élaboration d'une loi agricole.

La récurrence des crises alimentaires et la persistance de la pauvreté ont entravé les efforts de plusieurs pays dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement et cette situation a conduit la communauté internationale et les pays en voie de développement à plus investir dans l'Agriculture. Après la Déclaration de Maputo au cours de laquelle les pays de l'Union Africaine ont pris l'engagement d'allouer au moins 10 % des dépenses publiques au secteur agricole, c'est au tour de Malabo en Juin 2014 dernier lors du Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements, de renouveler cet engagement. Après maintes tentatives stratégiques pour une meilleure relance du développement agricole dans les pays en voie de

développement, la communauté internationale vient de déclarer l'année 2014 comme « année de l'agriculture familiale ». C'est au regard de cette nouvelle dynamique que les pouvoirs publics sous l'impulsion des différents partenaires techniques et financiers au plan national et international, ont décidé de doter le Niger d'un cadre institutionnel, politique et juridique favorable à l'épanouissement et à l'émergence d'un développement rural harmonieux, d'où le projet de loi d'Orientation et de Programmation Agricole.

Pendant deux jours, les membres des OPs et des OSC ont été non seulement outillés sur les tenants et aboutissants de l'avant-projet de loi d'orientation et de programmation agricole (LOPA), mais aussi ont relevé que la LOA n'a pas fait une analyse des politiques antérieures alors qu'elle est censée chauffer les lois existantes déjà, comme la Loi pastorale, le Code rural etc. Et surtout que l'objectif de cette loi faut-il le rappeler est de créer un cadre fédérateur permettant une synergie et une plus grande efficacité dans les actions des intervenants agricoles, notamment sur le statut de l'Agriculteur, les systèmes de productions agricoles et pastorales, la formation et le développement de la recherche, l'organisation des marchés, l'amélioration du pouvoir économique des agriculteurs, le financement de l'Agriculture et enfin, les mécanismes institutionnels de pilotage et de mise en œuvre. ■

Aminta Hassimi Larabou

Voyage d'échanges au Burkina,

Par [Idrissa Saidou] chargé de Programmes humanitaire

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet d'appui au renforcement des capacités communautaires et communales de prévention, et de gestion des catastrophes et crises alimentaires, un voyage d'échange d'expérience a été conduit au Burkina Faso dans la zone d'intervention de l'Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD) qui est une association informelle des consultants soucieux d'apporter leurs contributions aux communautés n'ayant pas de ressources suffisantes.

Le but de cette tournée au-delà des frontières nationales est surtout de découvrir des initiatives de résilience mais aussi des nouvelles stratégies de réduction des risques de catastrophes ; et l'objectif global de ce voyage était de permettre un échange d'expérience entre les acteurs porteurs du projet. De manière spécifique, il s'agissait de :

- Découvrir les initiatives de réduction des risques de catastrophe et/ou d'adaptation aux changements climatiques mises en œuvre dans la zone ;
- Partager avec ATAD les initiatives en cours au Niger ;
- Dégager des perspectives de partenariat entre ATAD et Oxfam avec ses partenaires (Karkara, Mooriben et FCMN-Niya) ;

Déroulement de la mission

La mission s'est déroulée du 27 septembre au 03 octobre 2014 et a vu la participation de deux Staff d'Oxfam, les trois chargés de programme des organisations partenaires

Photo : MOORIBEN



Photo de famille de l'équipe DRR Niger et ATAD du Burkina

(ONG Karkara, Mooriben et FCMN Niyya) et trois Maires de la zone d'intervention

Les visites terrain sur le site du village de Korizena, dans la commune de Gorom Gorom avec les différents comités mis en place par ATAD depuis 2008 (comité d'alerte précoce, comité HAP, comité de gestion du site maraicher, brigade de lutte anti acridienne) ont permis de

renseigner les membres de la mission sur le mécanisme et le fonctionnement de ces structures communautaires mises en place par ATAD pour combler le gap laissé par le dispositif national d'alerte précoce dont la déconcentration s'arrête au niveau département. La commune de Gorom Gorom compte 82 villages, une population de 106 346 habitants répartis dans 5 secteurs avec 174

conseillers municipaux.

Les grands principes retenus en matière de RRC dans le village sont : la participation, la production de l'information et la gestion des plaintes.

En termes d'initiative de résilience, le passage à Korizena a permis aussi à la mission de découvrir le site maraicher qui permet à 39 femmes et 13 hommes jadis vulnérables de subvenir aujourd'hui à

Humanitaire

leurs besoins. Les rencontres avec les autorités administratives et municipales de la commune de Gorom-Gorom et le Comité de Suivi à la Base (CSB), ont permis de percevoir l'existence d'une institution nationale qui s'occupe de réponse aux urgences et de réduction des risques des catastrophes : le conseil National de Secours et de Réhabilitation (CONASUR) avec des démembrements au niveau de toutes les circonscriptions administratives (région, département, province).

Le rôle de cette structure est de faire le plaidoyer à travers la mobilisation, le soutien et la coordination des interventions humanitaires ; et son dispositif de prévention repose sur le repositionnement des vivres, la vente à prix social, la distribution gratuite des vivres/cash, la sensibilisation sur les risques de catastrophes, l'invitation des conseils communaux à intégrer dans leurs plans de développement communaux des actions de RRC.

A l'image du SAP le dispositif du Burkina est structuré comme suit : le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), COPROSUR (Conseil Provincial de Secours d'Urgence et de Réhabilitation), le Conseil villageois

de développement (CVD) au niveau village. De plus notons existence d'un conseil national de sécurité alimentaire (CONSA).

Au niveau communal pour mieux prévenir et gérer les catastrophes des dispositions ont été prévues dans les PDCs et aussi et surtout les repositionnements de stocks alimentaires dans certaines zones en vue d'être prompt dans la gestion des crises éventuelles. Cependant, il existe quelques difficultés surtout au niveau des collectivités à poser véritablement les jalons d'une bonne politique de réduction des risques de catastrophes, qui sont le plus souvent liées à la faiblesse du recouvrement des taxes selon les autorités.

Le village de Wapassi

La deuxième visite a concerné le site du village de Wapassi, un village de 3550 habitants situé dans la commune de Pissila. La présence de ATAD dans cette localité a été justifiée par les inondations de 2010 ayant occasionné des nombreux dégâts dans plusieurs ménages. Les activités de sensibilisation menées par ATAD à travers le comité d'alerte ont créé un véritable éveil de conscience chez les communautés qui ont accepté de quitter les zones inondables. Aussi, l'aménagement d'un périmètre rizicole a permis non seule-

ment la diversification des sources d'alimentation mais aussi de pallier certains risques. A Wapassi à la différence de Korizena le CAP est composé de 5 personnes dont 3 femmes au lieu de 8.

Le dispositif d'alerte précoce se traduit par des séances de renforcement de capacités et dotations de matériel de lutte anti acridienne, la disponibilité de stock de riz et la collecte de l'information. La journée s'est achevée avec la visite du centre de formation technique sur la production agro-pastorale créé par ATAD. Créé en 2011, le centre couvre une superficie de 10 ha destiné à la production agro-sylvo-pastorale et artisanat. Les 4 ha du centre sont valorisés par deux groupements féminins de 50 membres chacun, qui font du maraichage sur les 2ha sur appui de l'autre terre et les 2 autres la production du riz avec d'ATAD.

Le dispositif du Burkina Faso en matière précoce s'apparente beaucoup à celui du Niger ; et les comités communautaires d'alerte précoce CAP sont semblables aux SCAP/RU du Niger avec cependant quelques nuances sur:

- la couverture géographique du CAP (le CAP collecte des données en lien avec les productions végétales avec un accent particulier sur les ennemis

de culture alors que le SCAP renseigne sur tous les champs des conditions de vie des ménages) ;

- les outils de collecte des données des CAP ne sont pas formalisés, contrairement à ceux des SCAP qui tendent vers une harmonisation au niveau du Niger. De même le circuit de transmission des données n'est pas tracé comme au Niger,
- l'analphabétisme des acteurs communautaires constitue un handicap à la collecte et transmission des données.

Les localités programmées ont été visitées et les thématiques y afférentes ont été largement débattues et ont permis de aux membres de la mission de comprendre le fonctionnement des structures d'alerte précoce au Burkina Faso. De plus ce voyage a permis non seulement au staff technique du Niger de partager et découvrir les initiatives marquantes d'ATAD, en matière d'alerte précoce, mais aussi de réfléchir sur leur façon de faire, pour un changement de comportement dans l'amélioration des conditions socioéconomiques des populations rurales.■

Dantchandou, Une fois de plus sous les eaux....

Par [Idrissa Saidou] Chargé de Programmes humanitaire

Quatre Cent Quatre Vingt Quatorze logements effondrés et endommagés, 190 champs de cultures sèches dévastés dont cent cinquante à Dantchandou et quarante à Wankama, cinquante et un jardins principalement de Moringa pour le village de Dantchandou, les aires pastorales inondées, les marchés de Wankama et de Dantchandou détruits, trente animaux morts et une centaine de têtes portées disparues, deux pertes en vies humaines, tel est le lourd bilan des inondations suite aux fortes précipitations du 02 août 2014 sur toute l'étendue de la commune de Dantchandou qui a enregistré 216 mm de pluie.

La période allant de Juillet à Août constitue la période de soudure de la crise alimentaire que subi la masse rurale, c'est donc un moment de vulnérabilité extrême pour la communauté. Après un début calme, la campagne pluviale a amorcé un tournant incroyable avec des pluies diluviennes qui ont été enregistrées dans certaines localités du Niger causant par endroit des inondations.

Ainsi comme dans les années précédentes, les pluies enregistrées le 02 Août dans les communes de Dantchandou et certaines communes de la région de Dosso, dont entre autres Banigoungou et Boumba, ont occasionné d'énormes dégâts et les

rapports préliminaires des observatoires communaux et communautaires de suivi de la vulnérabilité faisaient état de perte en vies humaines, plusieurs centaines de maisons effondrées et des centaines d'hectares de cultures pluviales et de cultures irriguées détruites dans différentes localités. Les activités économiques les plus affectées sont l'agriculture et le commerce.

Soixante douze heures, après la catastrophe le Gouvernement Nigérien, à travers sa cellule de coordination humanitaire de la primature, a apporté un début de réponse en mettant à la disposition de la communauté des kits alimentaires, des moustiquaires, des nattes et 30 bâches. L'organisation en

Photo : MOORIBEN



charge de coordonner la réponse à l'urgence dans la commune de Dantchandou est l'Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) mis en place à cet effet ; ce dispositif est appuyé par les services des sapeurs pompiers déployés spécialement pour la circonstance. Le ciblage la distribution des aides se fait par des comités composés de toutes les parties prenantes.

La disponibilité alimentaire a été suffisamment affectée voire inexistante ; ce sont à peu près 277 ménages qui ont systématiquement perdu leurs réserves alimentaires dans ce sinistre, les magasins des gros fournisseurs de céréales sont en ruines et

la BC qui constitue le premiers rempart en cas de crise alimentaire est également sous les eaux. Cette sombre situation alimentaire peut laisser présager de ce que sera la situation nutritionnelle dans les prochains jours. Le réseau d'approvisionnement en eau a été endommagé et plusieurs bornes fontaines ont été ensevelies, et trois puits sont carrément effondrés.

Les ménages sinistrés ont trouvé refuge dans les écoles, les magasins et les mosquées, sans aucune intimité car on compte plus de cinq ménages par classe. La Coordinatrice Humanitaire à la Primature a apporté un début de réponse en octroyant 30 bâches.■

Photo : MOORIBEN



Activités

Semences certifiées Pour une diffusion durable

Par [Aminta Hassimi Iarabou] Chargée de Programmes Communication et Genre

S'est tenu à l'Union Famey de Dantchandou le 10 Novembre 2014, un atelier de renforcement des capacités des producteurs des unions de Mooriben pour la production et diffusion durable des semences certifiées. Un atelier organisé par la fédération des unions de groupements paysans du Niger Mooriben en collaboration avec la plate-forme paysanne.

Photo : Le Scientifique



Semences

Un atelier organisé à l'intention des producteurs des Unions de Mooriben et qui a regroupé 7 producteurs de Bokki, 12 producteurs de Falwel, 10 de Dantchandou, 7 producteurs de Karakara, 7 producteurs de Téra, quelques cadres du Secrétariat Exécutif, le chargé de Communication du CA de Mooriben et deux représentants de la Plate-Forme Paysanne. Cette formation de Dantchandou faut t il le rappeler, s'inscrit à la suite d'un atelier de lancement du Projet d'appui à la production et diffusion durable des semences certifiées en Afrique de l'Ouest, organisé à Ouagadougou du 17 au 19 Mars 2014.

L'Afrique de l'Ouest regorge d'énormes potentialités humaines et matérielles pour garantir la production et la diffusion durable des semences certifiées qui répondent aux zones agro écologiques et climatiques. Mais la diffusion des semences est très limitée dans les pays de l'Afrique de l'Ouest; soit 12% des exploitations familiales utilisent des semences certifiées.

C'est pour relever ce défi que le ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de Afrique de l'Ouest) a bénéficié un appui financier du CO-RAF/WECARD (Conseil Ouest et Centre Africain

pour la Recherche et le Développement) pour mettre en œuvre un projet d'appui à la production dont l'objectif est de valoriser les expériences réussies du Sénégal, Mali, Burkina Faso ainsi que celles des pays ciblés par en Afrique de l'Ouest ; afin de mettre en place un réseau national de structures paysannes professionnelles spécialisées dans la production de semences certifiées et leur mise en marché dans sept pays de l'Afrique de l'Ouest.

Les participants ont formulé un certain nombre de recommandations dont les plus importantes sont :

- Avoir la situation annuelle des variétés de semences produites dans les différentes zones de production de semences améliorées qui permet de suivre l'évolution et crédibilise davantage les producteurs et les organisations paysannes ;
- Formuler des messages ou des recommandations au niveau des radios communautaires pour faire connaître davantage le projet ;
- Mise en place d'un comité de pilotage car un ancrage institutionnel est indispensable ;
- Communication institutionnelle et capitalisation des expériences.■

